

Extrait du registre des délibérations

Séance du 04 juillet 2016

L'an deux mil seize, le quatre juillet à dix neuf heures, le conseil municipal d'ELLIANT, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du Conseil, sous la présidence de René LE BARON, Maire.

Présent(s) : Pascale PICHON, Nicolas POSTIC, Albert LE GALL, Loïc COUSTANS, Annaïck COTTEN-BIANIC, Valérie RANNOU, Ronan SINQUIN, Maryse CLEREN, Olivier LANNUZEL, Léna LE BRIS, Stéphan GUIVARCH, Myriam MAGUER, Frédéric LE BRIS, Isabelle AUTRET, Pascal LE SAUX, Annie LE GUERN, Jean-Michel LE NAOUR, Annie PICHON, Charles DERVOËT, Isabelle NOHAIC

Absents excusés : Pamela PICHON a donné pouvoir à Pascale PICHON
Carine LE NAOUR a donné pouvoir à Nicolas POSTIC jusqu'à 20h05

Est nommé secrétaire de séance : Isabelle AUTRET

Date de la convocation : 28 juin 2016

DÉLIBÉRATION N° 2016/05/15

OBJET : LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE CESSIION D'UN CHEMIN RURAL

Les chemins ruraux, appartenant au domaine privé des communes, peuvent être cédés, notamment aux propriétaires riverains, à condition qu'ils cessent d'être affectés à l'usage du public et dans le respect des règles de procédure posées par l'article L. 161-10 du Code rural et de la pêche maritime.

Le chemin rural numéro 12, situé à Kerhoantec, permet uniquement l'entrée au village (sans aucune issue) et l'accès à une seule famille.

Le village de Kerhoantec ainsi que le chemin d'accès seront intégrés au nouveau périmètre d'exploitation de la Société des Carrières Bretonnes, présenté dans le cadre d'une nouvelle demande d'exploitation pour trente ans, étant donné que l'actuelle autorisation n'est valable que jusqu'en 2018.

En prévision de la réalisation de ce nouveau périmètre d'exploitation, les propriétaires riverains ont conclu avec la Société des Carrières Bretonnes les conditions de la maîtrise foncière des terrains en limite du chemin n° 12. Aussi l'aliénation de ce chemin rural au profit de la Société des Carrières Bretonnes apparaît bien comme une bonne solution.

Pour cela, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ces biens du domaine privé de la commune.

En conséquence, après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Constate la désaffectation du chemin rural,
- Décide de lancer la procédure de cession de ce chemin rural comme prévu par l'Article 161-10 du Code Rural et de la Pêche maritime,
- Pour ce faire, invite Monsieur le Maire à organiser l'enquête publique,
- Décide d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Envoyé en préfecture le 07/07/2016

Reçu en préfecture le 07/07/2016

Affiché le

ID : 029-212900492-20160704-DELIB20160515-DE

POUR : 22 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Fait et délibéré en Mairie, le 04 juillet 2016,
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme le 05 juillet 2016,

Le Maire,
René LE BARON

